

Europe : des modèles sociaux en crise

Le 14 décembre 2005, Lasaire et Développement et Emploi

organisaient ensemble un séminaire consacré aux modèles sociaux.

Ceux-ci semblent à bout de souffle dans une Europe confrontée à la mondialisation

et qui a privilégié l'élargissement plutôt que l'approfondissement.

L'Europe continue toutefois à se démarquer du reste du monde par sa tradition du dialogue social.

Le salut viendra-t-il des territoires, une réserve de dynamisme et d'énergies ?

Les 13 et 14 janvier 2005, l'association Lasaire organisait à Lyon sa huitième biennale sur l'Europe élargie et la mondialisation. Cette biennale s'inscrit dans un cycle plus complet sur le thème « Europe, travail, emploi ». Elle venait après les séminaires de Bruxelles et de Barcelone et a été suivie d'une rencontre à Budapest en septembre 2005.

Développement et Emploi a participé aux travaux préparatoires et à l'organisation de cette manifestation qui a rassemblé 300 personnes pendant deux jours.

Anne-Marie Grozelier, secrétaire générale de Lasaire, a rappelé que le principal objectif de l'association était d'encourager les échanges entre les acteurs sociaux, nationaux et internationaux notamment à l'occasion de ses biennales sur l'Europe sociale. Elle a ensuite décrit le contexte particulier de la dernière rencontre : celui d'une Europe élargie mais sans pilotage, confrontée à la mondialisation, « la seule région du monde où il existe des formes de régulation sociale ». L'élargissement a introduit des disparités entre les Etats membres, qui ont pour effet de déstabiliser le modèle social européen. Les nouveaux pays membres sont les plus touchés par la mondialisation. D'où un regain d'intérêt pour les politiques industrielles menées au niveau européen. Il est nécessaire de relancer le dialogue social au niveau macro-économique (le processus de Cologne) en incluant les politiques industrielles et de croiser le dialogue social

sectoriel avec le dialogue social territorial. Le souhait a été exprimé clairement, lors du séminaire de Budapest, par les nouveaux pays membres que leur soient apportés des éclairages différents de ce qu'ils entendent habituellement des organismes internationaux comme le FMI qui les poussent à la dérégulation. Il faut aussi les aider à préserver et valoriser ce qu'il y avait de positif dans leur système antérieur, telle la situation des femmes qui est beaucoup plus favorable à l'est qu'à l'ouest. Les nouveaux pays membres ont des attentes vis-à-vis de nous pour qu'on les aide à consolider leur dialogue social naissant. Cela nous a confortés dans l'idée que l'Union européenne occupe une place unique pour œuvrer à la mise en place de régulations mondiales mais à condition que cessent les politiques non coopératives pratiquées par les économies nationales.

Des modèles en difficulté

Où et comment s'élaborent les compromis sociaux en Europe ? Tel était le thème de la première table ronde.

« Les modèles sociaux sont le fruit de processus qui se sont déroulés sur de très longues périodes » a expliqué **Christian Dufour**, sociologue à l'*IREES* (Institut de recherches économiques et sociales) et résident allemand depuis vingt ans. Le modèle social allemand, par exemple, a été mis en place à la fin du dix-neuvième siècle, en réaction aux systèmes de colonisation dont l'Allemagne naissante souhaitait se démarquer. Après la seconde guerre mondiale, les différents modèles sociaux vont s'élaborer dans chaque pays, sans rechercher de convergence. Ce sont des modèles sociaux nationaux.

C'est la première fois dans l'histoire qu'ils se sont développés sur plusieurs décennies, sans connaître de rupture forte. N'ont-ils pas perdu pied, non pas à cause de la mondialisation mais parce qu'ils sont socialement usés ? La mondialisation ne fait qu'accélérer les effets d'usure sociale. Dans certains pays, on peut se demander quelle est la légitimité des acteurs sociaux. Sont-ils véritablement en état de produire des compromis ? La question de leur représentativité n'est jamais posée. Faut-il tenter de faire survivre des institutions arrivées au bout ? Leur transformation est une opération longue et douloureuse car les identités qui les fondaient sont pour la plupart épuisées (la masculinité de l'ouvrier par exemple).

A l'Est, l'héritage du passé.

Après ce constat pessimiste des modèles sociaux de l'Ouest, **Anna Pollert**, née en République tchèque et sociologue à la *London Metropolitan University* a brossé un tableau qui n'est guère plus réjouissant, celui des relations sociales dans quelques pays d'Europe centrale. Une situation qui n'est pas monolithique mais contrastée selon des pays. Certains, comme la Pologne ou la Roumanie sont très agricoles, d'autres plus industriels comme la République tchèque ou la Hongrie. Leur histoire, leur culture, leurs traditions diffèrent aussi. La plupart de ces pays connaissent une récession économique, avec diminution du PIB et augmentation du chômage, à l'exception toutefois de la Slovénie.

En matière de relations professionnelles, la situation est aussi contrastée. Le taux de

syndicalisation est inférieur à 15 % en Lituanie, Pologne, Estonie ; il est d'environ 20 % en Hongrie, de 30 % en République Tchèque (à peu près comme au Royaume-Uni) et supérieur à ce chiffre en Slovénie et en Slovaquie. Transformation impulsée par les organismes internationaux, les négociations se mènent au niveau de l'entreprise comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Et beaucoup d'entre elles sont vides, dirigées uniquement par les patrons. La faiblesse du dialogue social sectoriel tient aussi, ne l'oublions pas, à l'héritage du passé, à l'individualisme engendré par réaction au système communiste et au rejet de toute forme d'organisation vécue comme impulsée de l'extérieur. La population se méfie durablement du collectif. Enfin, les syndicats manquent d'expérience. Il faut se souvenir que pendant la période de transformation, ils ont perdu un temps précieux à s'affronter les uns aux autres, les vieilles confédérations communistes aux nouveaux syndicats. Pendant ce temps-là, l'Etat et le patronat ont organisé le changement.

Un comité d'entreprise européen.

François Vergne, de la *CFDT BAYER* a décrit le fonctionnement du comité d'entreprise européen — l'un des tout premiers créés —, l'Europa Forum, né en 1991. Il compte 82 délégués (32 représentant le patronat, 50 les salariés) et se réunit une fois par an. Bayer est présent dans cinq des nouveaux pays de l'Union qui sont désormais représentés au CE. Des élections y ont été organisées en mai dernier, en présence d'observateurs. Les cinq élus (quatre femmes et un homme) ont été formés pendant une semaine à Cologne. Afin de gagner en efficacité et de prendre le temps de traiter les différentes questions, quatre secrétariats paritaires ont été créés en 2005 : égalité des chances, santé-sécurité, communication et information des salariés, formation professionnelle. Pour François Vergne, « le modèle social européen est en crise, du côté patronal et du côté des représentants des salariés. En raison de l'absence de politique industrielle au niveau de chaque pays et au niveau communautaire, ceux-ci manquent de repères pour s'organiser. »

Les territoires, une réserve de dynamisme

La deuxième table ronde devait répondre à la question suivante : « Quels sont les enjeux à venir au sein de l'Europe ? »

« L'Europe vit l'élargissement à l'heure de la mondialisation, ou plus exactement du décollage de grands pays, la Chine, l'Inde et le Brésil. Le leadership des Etats-Unis sera remis en cause. L'Europe connaît une panne de croissance, a observé **Jacques Bertherat**, Président de *Développement et Emploi* qui présentait les travaux de la Biennale et notamment les conclusions du séminaire de Budapest. Face à ce constat, comment l'Europe peut-elle se mobiliser ? Comment dynamiser son développement ? Les leviers se nomment recherche-développement, innovation, connaissance et formation. Les intervenants de Budapest ont souligné que ces axes de développement supposent un budget européen conséquent et des arbitrages en leur faveur. Ils ont aussi mis en avant le rôle moteur des territoires. Ainsi par exemple, la recherche peut-elle être stimulée au niveau de grandes structures mais aussi au niveau de laboratoires associés ou correspondants ou encore de CRITT (Centres de recherche, d'innovation et de transfert de technologie), même de petite taille. Tous les acteurs du territoire constituent des réservoirs de dynamisme qu'il convient de stimuler, qu'il s'agisse d'acteurs institutionnels – notamment les régions et les communautés d'agglomération-, d'acteurs socio-économiques ou de la société civile. L'Europe se construit aussi sur le terrain, avec tous ces acteurs. Les réflexions de la Biennale ont aussi porté sur le modèle social européen qui ne doit pas être réduit à la protection sociale mais doit être entendu dans un sens plus large comme un modèle d'organisation de la société dans ses différentes dimensions. La priorité donnée à l'élargissement sur l'approfondissement a cristallisé les tensions.

A l'Ouest, le modèle social est à bout de souffle, à l'Est l'absence de culture de la négociation va de pair avec une répulsion pour le collectif. Ce qu'ont vécu l'Espagne, le Portugal et l'Irlande ne se reproduira pas pour les nouveaux entrants et pourrait engendrer des malentendus. « Les débats de la Biennale ont beaucoup insisté sur l'importance du dialogue social comme moyen de régulation du modèle sociétal.

Cette tradition du dialogue social n'existe ni aux Etats-Unis ni en Chine. Comment, à l'Ouest, dynamiser le dialogue social, même s'il faut envisager des retours en arrière ? Et à l'Est, comment faciliter une vie syndicale qui ne semble pas évidente ?

Comment les partenaires sociaux assument-ils cette responsabilité du dialogue social qui leur incombe ?

Le dialogue social peut regagner en ambition.

« Il faut être conscient et suffisamment honnête pour reconnaître que les partenaires sociaux européens ne vont pas modifier la donne, a expliqué **Emmanuel Julien**, représentant du *MEDEF à l'UNICE*. Nous ne pouvons pas nous substituer au leadership politique.

Les partenaires sociaux ont progressivement investi différents champs d'action. Par exemple, ils travaillent en profondeur avec les partenaires sociaux des 10 nouveaux pays membres de l'Union européenne. Ils ont signé des accords sur les contrats de travail, puis sur les conditions de travail. Ils continuent avec le harcèlement et la violence au travail. Le dialogue social européen tente, dans la phase actuelle, d'articuler cette action avec les différentes méthodes, plus ou moins formelles, de mise en œuvre au niveau national.

Les partenaires sociaux européens soutiennent le processus de Lisbonne mais il faut noter que l'essentiel est dans les mains des politiques, et que les partenaires ne souhaitent pas être des instruments. J'estime cependant que le dialogue social peut regagner en ambition, en cherchant à élaborer des outils utiles aux entreprises et aux salariés comme l'accord sur le télétravail ; à identifier les problématiques et à veiller à « l'empowerment » des acteurs locaux ; à « secouer le cocotier » politique et, enfin, à approfondir le niveau de consensus économique et social en Europe. »

Pour **Claudio Stanzani**, de la *Confédération Européenne des Syndicats* (CES), « les partenaires sociaux ont un rôle important à jouer. Et ce, dans deux domaines : la concertation entre les gouvernements et l'Europe sur les politiques macroéconomiques et sociales et sur l'élaboration d'accords et d'outils. Mais nous sommes actuellement dans une impasse. La Commission européenne est la plus faible qu'on ait jamais connue et de plus, elle est sous le choc du non au référendum sur la Constitution. Or, pour danser le tango, il faut être deux... »

Les modèles sociaux européens sont-ils concurrents ou convergents ? Pour Emmanuel Julien, « il semble évident que l'Europe a besoin de convergence et de concurrence à la fois. Les deux termes se stimulent l'un l'autre, très pratiquement.

Ils s'appellent l'un l'autre comme le feu et l'oxygène. » Pour Claudio Stanzani, la menace de dumping social est réelle, et son syndicat a engagé une réflexion sur ce thème.

« L'Europe qui se construit n'est pas celle que nous avons imaginée et souhaitée, a conclu Pierre Héritier, fondateur de Lasaire. Elle met en concurrence les différents pays et ce que gagne l'un est perdu par l'autre. De ce fait, les territoires représentent un enjeu important. C'est là que se fait l'alchimie entre la recherche, la conception et la production.

Sylvie Karsenty